ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 14 JUIN 1981 — DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES — 1re CIRCONSCRIPTION

UNION POUR UNE NOUVELLE MAJORITÉ

U.D.F. **R.P.R.**



Georges PARONNEAU

Candidat

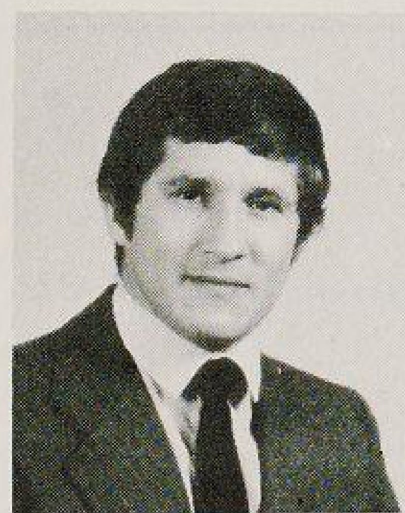
52 ans — Marié 3 enfants

Assureur Conseil

Membre de la Section du Cadre de vie au Conseil Economique et Social

Président d'Honneur du Syndicat National des A.G.A. du Groupe de Paris

Président ou Membre de diverses Associations socio-économiques et sportives de Tarbes et des Hautes-Pyrénées



Roland CASTELLS

Suppléant

33 ans — Marié, 1 enfant

Chef des Services Financiers du Groupe Soulé à Bagnères-de-Bigorre

Ancien joueur de l'équipe fanion du Stade Bagnérais (1970-1975)

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,
CHERS COMPATRIOTES,

Ce serait une erreur de croire que l'élection du nouveau Président de la République a définitivement réglé le sort de la France.

En fait, rien n'est joué dans l'orientation générale de notre Société. Aujourd'hui, plus que jamais, tout dépend du résultat des élections législatives.

Deux possibilités s'offrent à nous :

Ou bien le cartel électoral socialo-communiste obtient au second tour la majorité des sièges. Pour gouverner de façon durable les Socialistes aujourd'hui seuls au pouvoir, devront dès lors tenir compte de leur encombrant allié et accepter ses surenchères. Dans ce cas, il est évident qu'au delà d'un changement de Majorité nous nous acheminerons vers un changement de Société dans l'esprit du programme commun ou du programme socialiste rédigé, on le sait, par l'aile marxiste de cette formation.

Ou bien, par un sursaut du Pays, la Majorité Parlementaire sortante sera reconduite. Renouvelée en ses hommes, tirant la leçon des événements, sensible au désir d'évolution exprimé par le pays, dominant les divisions qui, hier, l'ont affaiblie, elle sera le seul contrepoids susceptible de barrer la route à l'aventure. Héritière légitime des institutions de la Ve République, face à un Président qui les a constamment combattues, elle sera le rempart de notre acquis constitutionnel.

Cela est possible. La Majorité actuelle ne dispose-t-elle pas d'une avance de 80 sièges ?

Cet espoir est le nôtre. Conscient de l'importance de l'enjeu, en Citoyens responsables, nous avons accepté d'être parmi les Candidats de l'Union pour la Nouvelle Majorité.

Hommes neufs et résolus nous sommes fortifiés dans notre détermination par l'Unité sans réserve qui s'est manifestée autour de nous au sein des instances locales des Formations qui composent, sur le plan national, l'U.N.M. ainsi que par le soutien actif que nous apportent ceux qui nous ont vaillamment précédés dans ce combat.

Depuis ce début d'année, nous sommes tous, par médias interposés, saturés de débats politiques.

Il n'est donc pas dans notre intention de revenir en détail sur tout ce qui vous a été dit de part et d'autre.

Cependant, trois considérations nous paraissent importantes :

L'arrivée du nouveau Président a créé une incontestable et grave crise de confiance en notre monnaie

Elle s'est traduite, dans un premier temps, par l'effondrement du franc par rapport au dollar. Amer retour de situation : hier nous soutenions le Mark, aujourd'hui, c'est lui qui vient à notre secours !

Pour rétablir partiellement la situation, il a fallu que la Banque de France intervienne. Un quart de nos réserves a été, à ce jour, englouti. Heureusement que les Caisses étaient pleines. Mais pour combien de temps !

Parallèlement, le taux d'intérêt a été relevé de plus de 20 %. L'on voit mal comment à cette hauteur les Entreprises pourront assurer leur nécessaire financement !

Les premiers actes du nouveau Gouvernement nous paraissent préoccupants

● L'arrêt du programme nucléaire remet en cause, gravement, notre indépendance énergétique à ce jour bien assurée et, par là même, notre capacité de développement industriel alors que nous avons à affronter une rude concurrence internationale dans un contexte mondial de guerre économique. Comment, désormais, être compétitif, c'est-à-dire exporter ?

● Le sursis concernant la poursuite des essais nucléaires compromet le développement de notre force de dissuasion et affaiblit notre capacité de défense tandis que nous vivons dans un monde dangereux où s'exacerbent les antagonismes.

● Les orientations de la politique étrangère, ou si vous préférez pour s'en remettre à la terminologie d'aujourd'hui, des relations extérieures, nousparaissent ne pas procéder

←
d'un grand dessein national. Elles sont de nature à remettre en cause des alliances anciennes utiles à notre économie.

Pour demain : Quel programme, avec qui ? — C'est le flou intégral

Programme commun, programme et plateforme socialiste, 101 propositions communistes... quel sera l'amalgame ?

▶ **OUI** ou **NON** y aura-t-il des Ministres Communistes au Gouvernement ? A quels postes ? Combien ? Le peuple a, semble-t-il, le droit de le savoir.

▶ **OUI** ou **NON** la liberté d'enseignement sera-t-elle remise en cause, mettant fin à la paix scolaire créée par la V[e] République et à une liberté fondamentale des familles.

▶ **OUI** ou **NON** l'arrêt du programme nucléaire, des essais atomiques et de la réalisation du camp du LARZAC seront-ils définitifs ou simplement destinés à calmer, le temps des élections, quelques groupes de pression ?

▶ **OUI** ou **NON** la nationalisation du crédit doit-elle intervenir, enlevant aux artisans, commerçants, P.M.I., toutes possibilités d'initiative et donc de créativité, au bénéfice des contraintes du plan.

▶ **OUI** ou **NON** les Offices fonciers cantonaux prévus dans le programme socialiste ainsi que les Centres de Santé agréés, seront-ils mis en œuvre ?

... LA LISTE N'EST PAS EXHAUSTIVE DES QUESTIONS SANS RÉPONSE. ...ON VERRA NOUS DIT-ON.

MAIS « L'ON NE GOUVERNE PAS LA FRANCE LES YEUX BANDÉS ».

NOS PROPOSITIONS

Elles s'appuient sur l'acquis dont les Français ne tarderont pas à reconnaître l'importance.

N'a-t-on pas, en pleine crise économique, face aux chocs pétroliers successifs dont on nous disait hier qu'ils n'intervenaient que pour peu, mais dont on s'apprête aujourd'hui à tenir compte :

- **assaini la monnaie et créé des réserves ;**
- **équipé le pays. N'oublions pas l'effort exceptionnel opéré pour le téléphone et le Plan du Grand Sud-Ouest si décrié, mais à qui nous devons la voie express en cours de réalisation ;**
- **préservé au mieux l'activité économique dans des conditions plus satisfaisantes que chez la plupart de nos partenaires occidentaux ;**
- **maintenu le niveau de vie ;**
- **assumé la solidarité nationale au bénéfice des plus démunis et des plus fragiles : salariés payés au S.M.I.C., personnes âgées, handicapés...**
- **développé notre défense garante de notre indépendance ;**
- **affirmé la place de la France dans le Monde Europe, dialogue Nord-Sud ;**
- **sauvegardé nos institutions.**

SANS DOUTE, TOUT N'A PU OU SU ÊTRE FAIT. C'EST POURQUOI NOUS VOULONS :

● **LUTTER ACTIVEMENT CONTRE LE CHÔMAGE, PARTICULIÈREMENT CELUI DES JEUNES, PAR UNE POLITIQUE DE RELANCE INDUSTRIELLE QUI PASSE PAR UN ALLÈGEMENT DES CHARGES DES INDUSTRIES ET DES P.M.E.**

● **PRENDRE EN COMPTE LA SITUATION DIFFICILE DES AGRICULTEURS, NOTAMMENT CEUX DE NOTRE DÉPARTEMENT QUI POUR LA MAJORITÉ D'ENTRE EUX SONT DE PETITS EXPLOITANTS, AUX FAIBLES RESSOURCES, ÉCRASÉS PAR LA DISTORSION EXISTANTE ENTRE LES COÛTS INDUSTRIELS ET LE PRIX A LA PRODUCTION.**

● **ASSURER UNE DÉCENTRALISATION PLUS HARDIE DES POUVOIRS DE DÉCISIONS PAR UNE POLITIQUE PLUS VOLONTARISTE D'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE, EN ÉVITANT TOUTEFOIS DE SUBSTITUER A LA TECHNOCRATIE ET LA BUREAUCRATIE DE L'ÉTAT, CELLES QUE SEMBLENT NOUS RÉSERVER LOCALEMENT LES TENANTS DE L'ACTUEL GOUVERNEMENT.**

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

On vous offre le rêve,
Et si, au réveil, c'était pire demain,
Si l'espoir nourri de tant de promesses devait demain s'écrire au passé.
L'on ne doit pas jouer avec l'économie,
nos libertés,
nos institutions,
Nous ne sommes pas des conservateurs ou des nostalgiques,
Associant le cœur et la raison,

NOUS VOUS PROPOSONS

LA RÉFORME, NON LE BOULEVERSEMENT
L'ÉVOLUTION, NON LA RÉVOLUTION.

Georges PARONNEAU
Candidat

Roland CASTELLS
Suppléant

Les Éditions Pyrénéennes